

Boudiaf réunit les blouses blanches à Oran

Une deuxième chance pour les participants au concours de juin dernier



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3729 - Dimanche 29 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Administration

La première carte biométrique délivrée début 2016

Page 3

Ouverture officielle du siège de l'initiative du FLN

Saadani avance sans Ouyahia et s'entoure des petits partis

Page 3

Mazafran2 ou le Congrès général algérien ?

Par Mohamed Habili

Périodiquement, depuis maintenant plusieurs mois, il est annoncé la tenue d'un deuxième congrès de Mazafran, en général, sinon exclusivement, par l'intermédiaire soit du président du RCD soit de celui de Jil Jadid. La dernière fois où cela s'est produit remonte à quelques jours seulement, et du fait du président du RCD. De sorte que la prochaine fois, ce serait probablement son homologue de Jil Jadid qui s'en chargerait. On ne se souvient pas que cette annonce ait jamais été faite par un dirigeant du MSP, une pièce maîtresse de ce qui se donne pour un front uni de l'opposition, ou par une des personnalités ayant participé à la rencontre qualifiée en son temps d'historique par des médias d'une partialité à toute épreuve (c'est à peine, s'ils ne sont pas membres à part entière de la rencontre) il y a plus d'une année, et d'où a procédé la CLTD. Du moment qu'il n'y a plus que le RCD et Jil Jadid, qui du reste ne sont équivalents que dans les médias, pour parler d'un avenir sur lequel leurs partisans se montrent d'une assez grande discrétion, on est en droit de se demander si ce projet a beaucoup de chance de se réaliser. Bien des chefs de file ayant pris part à la première rencontre semblent avoir tourné cette page, sans même d'ailleurs ressentir le besoin de s'en expliquer si peu que ce soit. Il en est ainsi par exemple, de Mouloud Hamrouche, dont tout indique qu'il ne serait pas présent à un Mazafran bis si ceux qui y tiennent parvenaient tout de même à l'organiser.

Suite en page 3

Marches pour le climat à travers le monde

Paris se prépare à la COP21 sous haute sécurité

Lire page 7

PARIS LE SOMMET MONDIAL SUR LE CLIMAT SOUS HAUTE SURVEILLANCE



Louvis

La mouture finale de la Charte d'éthique fin prête

Nouria Benghebrit : «Huit syndicats signeront le document aujourd'hui»

Page 2

Une ouverture en fanfare

De la fusion à volonté au Dimajazz

Page 13

La mouture finale de la Charte d'éthique fin prête

Nouria Benghebrit : «Huit syndicats signeront le document aujourd'hui»

■ Les syndicats autonomes du secteur de l'Éducation ont rendez-vous aujourd'hui avec la ministre de l'Éducation nationale. L'ordre du jour : la signature de la Charte de l'éthique et de la stabilité du secteur.

Par Meriem Benchaoua

Les syndicats qui adhèrent au principe de la stabilité de l'école et refusent de remettre en cause le droit à la grève émettent des réserves en faveur de la démarche de la ministre. Notamment le Cnapest et le Cla, qui font valoir aussi «un climat de méfiance entre le partenaire social et la tutelle». La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit, a affirmé hier à Alger, l'adhésion de 8 syndicats à cette démarche. Benghebrit qui s'exprimait en marge de la conférence internationale sur «L'enfant, le changement climatique et le développement durable», a affirmé que la mouture finale de la Charte d'éthique éducative a été finalisée et sera signée aujourd'hui. «Le ministère a finalisé la mouture finale de la Charte d'éthique éducative, en collaboration avec les syndicats», a-t-elle déclaré. «Les portes restent ouvertes pour les parties qui ne sont pas encore prêtes à signer», a réitéré la ministre. M^{me} Benghebrit a, dans ce sens, appelé à «conjuguer les efforts pour faire sortir l'école des problèmes auxquels elle fait face». Concernant le droit de grève, la ministre a souligné que «la grève est un droit constitutionnel», en insistant toutefois sur la nécessité de «maintenir la scolarisation des enfants et l'équilibre entre le droit et l'obligation, d'autant que le gouvernement a exprimé sa volonté de régler les problèmes». L'objectif de la Charte d'éthique est d'instaurer un «climat de sérénité et de stabilité indispensable à la mise en œuvre de nombreuses et complexes actions qui doivent être accomplies pour élever le niveau des performances pédagogiques, de la qualité de la gouvernance et du respect de l'éthique et de l'équité». Il s'agit également de sortir le secteur de «l'instabilité chronique» qui l'a marqué ces dernières années, de créer des convergences saines et dynamiques donnant lieu à l'émergence d'une famille éducative, tant sur le plan conceptuel des représentations que des pratiques individuelles et collectives. Pour les responsables du secteur, cette charte n'est pas l'affaire du ministère et des syndicats seulement, mais elle concerne tous les acteurs de l'école algérienne, à savoir les élèves, leurs parents, les personnels d'enseignement et d'administration, les organisations syndicales et associatives. Dans ce sens, et en matière de droits, la charte stipule, entre autre, qu'«aucune atteinte à la dignité de l'élève ne doit être tolérée, toute violence physique ou morale visant un élève, et émanant d'un membre de la communauté



PR/DK

éducative, doit être bannie, et que les élèves ayant des besoins spécifiques ont le droit absolu de mener une vie scolaire décente». Outre le suivi médical, l'élève a le droit à l'acquisition d'informations d'ordre préventif concernant l'hygiène, la nutrition, les risques d'accidents qui peuvent se produire au sein des établissements, dans leurs trajets à leur établissement, ou dans leur domicile. En contrepartie, «il est

attendu de l'élève qu'il s'astreigne à un ensemble de règles de discipline, dont la finalité doit être bien comprise de lui et acceptée avec conviction», est-il souligné dans le document. Ainsi, l'élève «doit faire preuve de ponctualité et d'assiduité, respecter les règles de propreté et d'hygiène, et s'interdire de dégrader le mobilier de la classe, et tous les équipements dont dispose l'établissement». Dans ses relations

avec les autres élèves, les enseignants et les personnels de l'établissement, les règles de la politesse doivent être appliquées avec une grande continuité. De son côté, l'éducateur a droit au «respect» que lui confèrent les lois et règlements, de la part de la société et de l'ensemble des cadres administratifs, et «doit voir la valeur sociale de sa fonction reconnue, bénéficier d'une formation continue de participer à la gestion et à la vie de l'établissement à travers les différents conseils et organes institués à cet effet». La charte insiste sur la préservation de la stabilité au sein des établissements éducatifs, estimant que «la survenue de litiges ou de conflits, quelles que soient leur cause et leur ampleur, retentit, toujours, négativement sur la scolarité des élèves».

La grève n'intervient qu'après épuisement de tous les efforts de dialogue

Les effets négatifs de ces conflits «portent sur l'évolution de l'exécution des programmes, sur les calendriers des examens, et se traduisent par la réduction voire la suppression des

périodes de vacances, mais aussi sur l'état psychologique des apprenants vis-à-vis de leurs études, entraînant souvent leur démotivation, et des déperditions dans les savoirs et savoir-faire déjà acquis», souligne le texte. Pour la charte, «le principe de la nécessaire préservation de la stabilité et de la sérénité au sein des établissements scolaires apparaît, ainsi, prioritaire. Le recours à la grève, même lorsqu'il a lieu dans le respect de la loi, ne doit intervenir qu'après épuisement de toutes les formes de résolution des conflits, fondées sur le dialogue». Au registre des devoirs, selon le texte, l'«éducateur doit s'efforcer de compléter et d'améliorer en permanence sa compétence professionnelle, de s'informer de la teneur des lois et règlements, respecter la règle du secret professionnel». Ils ne doivent produire des cours de soutien aux élèves que dans le cadre de la réglementation en vigueur comme ils doivent s'interdire toute discrimination envers tout membre de la communauté éducative, en rapport avec son niveau social, ses croyances, son handicap, ou sa maladie.

M. B.

Boudiaf réunit les blouses blanches à Oran

Une deuxième chance pour les participants au concours de juin dernier



PR/IE-SORVAL/KA

«Plus de 600 personnes qui ont échoué en juin dernier au concours vont pouvoir se rattraper à la fin de l'année 2015», a déclaré le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière Boudiaf hier à Oran. Lors d'une rencontre régionale d'évaluation des wilayas de l'Ouest tenue à Oran, le ministre de la Santé a souligné que les participants qui ont échoué lors du premier concours vont pouvoir se rattraper en le repassant une deuxième fois avant la fin de l'année 2015. En effet, après les premiers séminaires régionaux d'évaluation, le ministre a réuni à Oran les blouses blanches pour un bilan de ce qui a été réalisé dans nombre de wilayas de l'ouest du pays dans le cadre de la réforme du système

de santé en Algérie. En matière de soins à domicile, le ministre a souligné qu'«en attendant les textes juridiques encadrant l'activité d'hospitalisation à domicile, le secteur a enregistré l'augmentation du nombre d'unités spécialisées dans ces soins qui est passé à 161 unités ayant procédé à 32 000 opérations dont des soins concernant les patients atteints de cancer». Concernant la chimiothérapie à domicile qui a démarré à Alger récemment, elle est actuellement adoptée à Oran. En matière d'utilisation des technologies d'information et de communication, le ministre a ajouté que l'utilisation des technologies de l'information et de communication, il a été achevé la mise en place du réseau reliant les services de référence aux

structures du Sud du pays ainsi que la formation de 167 agents chargés de faire fonctionner les équipements de ce réseau. Le ministre a aussi déclaré : «Je tiens à vous informer qu'un accord a été signé récemment avec l'opérateur Mobiliis qui permettra de relier l'ensemble des structures sanitaires de proximité ainsi que des petits et moyens établissements hospitaliers au réseau intranet santé ; ce qui, selon M. Boudiaf, permettra d'assurer les conditions du bon fonctionnement des services de santé à tous les niveaux et la transmission des indicateurs essentiels d'une manière instantanée avec la possibilité de suivre l'exécution des programmes importants en temps réel». En matière de médicaments et des autres produits pharmaceutiques, après la stabilité inégale qu'a connue le secteur en matière de disponibilité des médicaments, y compris les vaccins et les sérums, les médicaments et les procédures ayant permis cette stabilité ont été réaffirmés sur la base d'une meilleure maîtrise des besoins et de la gestion des stocks. Et dans le souci de bien maîtriser la facture de l'importation, le ministère a initié une série de négociations avec les différents laboratoires étrangers fournisseurs du marché national, à l'effet de réduire le prix des médicaments importés. La baisse des prix appliqués à Alger a ainsi permis d'enregistrer une réduction de 40 % de la valeur de la facture des médicaments importés. Le ministre a aussi affirmé qu'une autre rencontre d'évaluation réunira certains professionnels du secteur de la santé et aura lieu à Alger prochainement.

Thinhinene Khouchi

Ouverture officielle du siège de l'initiative du FLN

Saadani avance sans Ouyahia et s'entoure des petits partis

■ Le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saadani, veut à tout prix concrétiser son initiative portant création d'un large front pour le soutien du programme du Président Bouteflika. Dans ce cadre, le siège de cette démarche, voulu indépendant de celui du FLN, a été officiellement ouvert hier à Ben Aknoun par la direction du parti.

Par Nacera Chennafi

Cette action a été marquée par la présence du président du Taj, Amar Ghoul, le secrétaire général de la Centrale syndicale, Sidi Said, et d'autres petits partis politiques. A cette occasion, il a été annoncé la création d'une commission technique qui sera composée de 4 sous-commissions, notamment politique, économique, sociale et sécuritaire. Amar Saadani semble minimiser le rejet du RND, pourtant son allié au sein de l'Alliance présidentielle. Même le refus de l'opposition ne bloque pas le SG du vieux parti qui veut à tout prix concrétiser son initiative dans un contexte politique marqué par la multiplication des démarches politiques avec notamment la naissance de ce qui est appelé «le groupe des 19», devenu quinze après le retrait de quatre membres. Ce groupe est composé de personnes qui soutiennent le président de la République mais demandent une audience pour soumettre leurs préoccupations sur quelques décisions. D'autre part, il y a les membres de l'Instance de suivi de l'opposition qui se donnent rendez-vous le 2 décembre prochain pour préparer un second regroupement, comme celui tenu il y a presque deux ans à Mazafran. C'est dans ce contexte que Saadani veut regrouper le



maximum d'adhérents pour son initiative. Et jusqu'à hier, on parle déjà de 20 adhérents dont quinze partis politiques. Ceux qui ont dit oui à l'initiative de Saadani vont se retrouver demain au siège du FLN pour une première réunion. En revanche, le RND, le PT, le MSP et le PLJ de Mohamed Saïd ont rejeté l'offre, alors que le RCD, le FFS et le MPA n'ont pas encore fait connaître leur position. Dans une précédente déclaration, Saadani avait indiqué que «ce n'est pas le RND qui nous mènera. C'est nous la locomotive. C'est clair, net et

précis». Le SG du FLN explique que son initiative est plus large que celle du RND mais ne concerne pas uniquement le FLN. Ainsi, Saadani ne veut pas reproduire l'Alliance présidentielle et se veut un front plus global. Selon lui, cette démarche «conforte les institutions existantes et tend à former un large front pour faire face aux dangers qui quettent le pays à travers le rapprochement des points de vue entre partis». Avec le rejet du RND, le FLN semble se contenter de petits partis. D'ailleurs, son initiative est soutenue par l'Alliance

nationale républicaine (ANR) présidée par Belkacem Sahli, le Front algérien pour le développement, la liberté et l'égalité (FADL) présidé par Yabeb Yennoun, le Mouvement pour la jeunesse et la démocratie présidé par Chalabia Mahdjoubi et le Front national des indépendants pour la concorde présidé par Yacine Lakal. Saadani avait expliqué que son initiative se veut un forum de dialogue sur tous les sujets, ouvert à toutes les formations politiques, associations de la société civile, personnalités nationales et médias dans un climat empreint de cohésion et de stabilité. Dans ce cadre, il a précisé que l'objectif de l'initiative n'est pas de dénigrer les petites formations ni de favoriser une prédominance des grands partis. D'autre part, le SG du FLN attend la réponse du FFS, déclarant d'ailleurs : «Notre parti n'a été destinataire d'aucune autre initiative à l'exception de celle du parti du Front des forces socialistes (FFS) pour laquelle nous avons donné notre approbation. La balle est maintenant dans le camp du FFS». Il a ajouté, dans ce sens, que le FLN «accepte toutes les initiatives qui visent à conférer un caractère civil à l'Etat». Pourtant, le FLN qui était le premier à discuter avec le FFS sur l'initiative portant «reconstruction de consensus national» a lâché le vieux parti de l'opposition à mi-chemin. N. C.

Bannissant le retour au système du parti unique et à la décennie noire

Amara Benyounés plaide à Ain-El-Hammam en faveur d'une véritable démocratie

A Ain El Hammam, le secrétaire général du MPA, Amara Benyounés, a plaidé à Ain-El-Hammam (Tizi Ouzou) en faveur d'une véritable démocratie, bannissant le retour au système du parti unique et à la décennie noire. Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA) Amara Benyounés a plaidé, hier, contre le retour à l'ère de la pensée unique en Algérie au même titre que celui à la décennie noire que l'Algérie a vécues. Animant un meeting populaire dans sa région natale, Ain El Hammam, il a évoqué la situation politique actuelle du pays, soulignant que jamais la stabilité de l'Algérie n'est synony-

me d'un système unique dans la gouvernance des affaires du peuple ; mais a appelé à l'instauration d'un système démocratique dans lequel l'opposition sera forte. Pour lui, chacun a le droit d'exprimer ses positions politiques en toute liberté, évoquant les positions de certaines personnalités ainsi que celles des partis politiques ne partageant pas les idées de ceux au pouvoir. Benyounés n'a pas manqué de souligner que ce n'est qu'avec une démocratie forte que le pays peut faire face aux dangers qui le quettent de l'extérieur surtout avec un environnement immédiat instable et porteur de risques et de dangers

sécuritaires. Abordant les prochaines sénatoriales, le SG du MPA a appelé ses élus à voter en faveur du candidat du Front des forces socialistes (FFS), saisissant l'occasion pour rendre hommage à son ancien dirigeant Hocine Ait Ahmed. Les attentats terroristes qui ont secoué la capitale française, Paris, ont été également évoqués par Amara Benyounés. Il a rappelé que lorsqu'il s'agissait des attaques terroristes en Algérie, on demandait de traiter avec leurs auteurs, mais maintenant que cela survient chez eux en France, ces mêmes autorités réclament son éradication. Hamid M.

Administration

La première carte biométrique délivrée début 2016

C'est désormais officiel ! La première carte d'identité nationale biométrique sera délivrée au mois de janvier 2016. C'est le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui a annoncé la nouvelle. Cette nouvelle carte d'identité va révolutionner le quotidien des citoyens. Selon Abderrazak Henni, directeur général de la modernisation, de la documentation et des archives au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, le système a été mis en place et les équipements acquis pour commencer à fabriquer les cartes d'identité biométriques. Le centre de secours situé dans la wilaya de Laghouat et relevant de la Direction générale des titres et des documents sécurisés, a également été doté d'équipements lui permettant de contribuer à satisfaire la demande nationale en matière de documents biométriques, a-t-il ajouté, lors d'une rencontre entre le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, et les cadres et ingénieurs de la Direction des titres et des documents sécurisés, au siège de cette dernière. L'élaboration de la carte nationale biométrique constitue une première étape vers l'administration électronique en Algérie.

Pour ce responsable, cette carte est le fruit d'un travail de réforme de l'état civil. Un travail qui représente une étape très importante dans le développement du gouvernement électronique. Pour rappel, la carte d'identité nationale biométrique est une petite carte ultra sécurisée, équipée de deux puces et qui rassemblera tous les documents administratifs. Dans la première, seront enregistrées l'identité de la personne, ses empreintes... La deuxième regroupera tous les éléments d'information, à l'instar de la nationalité, du groupe sanguin, du numéro d'identification nationale... Cette carte à puce devrait également enregistrer toutes les informations sur la santé de son détenteur. «Grâce à la carte nationale d'identité biométrique et au numéro d'identification nationale, l'administration pourra obtenir tout document administratif sans avoir, pour cela, à présenter une série de pièces justificatives», a souligné le responsable. Selon lui, l'ensemble des demandes formulées, durant l'année 2015, pour l'obtention ou le renouvellement d'un passeport biométrique, ont été «satisfaites». Cela signifie, s'est-il félicité, que l'objectif assigné à cette direction pour cet exercice «a été atteint».

Concernant la fabrication du permis de conduire biométrique, M. Henni a indiqué que les cahiers des charges «seront lancés prochainement», suivis d'appels d'offres relatifs à cette opération. Pour sa part, le directeur de la Direction des titres et des documents sécurisés, Boualem Hacen, a relevé que plus de 3,5 millions de passeports biométriques ont été produits en 2015, soit 50% de l'ensemble des passeports biométriques fabriqués au cours des quatre dernières années. M. Hacen a fait savoir que la carte d'identité biométrique comportera de nombreuses applications visant à rapprocher le citoyen de l'administration publique et à lui améliorer son quotidien. Parmi ces applications, il a cité, à titre d'exemple, une application contenant les renseignements de l'état civil du bénéficiaire et une autre qui informe sur son état de santé. Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, veut, par le biais de cette démarche, arriver à la modernisation de l'administration et l'amélioration des prestations publiques à travers l'exploitation des technologies de l'information et de la communication, en vue de faciliter aux citoyens les procédures administratives. Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Mazafran2 ou le Congrès général algérien ?

suite de la page Une

A la réflexion, même Ali Benflis, pourtant bien plus actif dans ce cadre que Mouloud Hamrouche, pourrait faire faux bond lui aussi. Cela, bien sûr, dans l'hypothèse où le RCD et Jil Jadid arrivent à leurs fins, ce qui n'est guère évident. Pour leur défense, il convient de signaler que ce n'est pas exactement ainsi que les choses s'étaient passées la première fois. Mazafran1, comme disent certains par excès d'optimisme, n'a pas eu lieu parce que l'opposition, après une mûre réflexion, a su faire taire ses divisions pour permettre à l'essentiel de prévaloir, comme souvent on présente idyllyquement les choses, mais parce que le président était tombé malade et qu'on avait cru que sa succession était à l'ordre du jour. Pas de maladie du président, pas de Mazafran1. De même, pas de rechute de Bouteflika, pas de Mazafran 2. De sorte que la vraie condition de Mazafran2, pour parler comme dans les journaux, ce n'est pas la capacité de persuasion de Mohsen Belabbas ou de Djillali Soufiane, mais une éventuelle nouvelle alerte sur le front de la santé présidentielle. C'est sans doute ce qui explique que périodiquement il est annoncé un congrès de l'opposition, mais sans plus de détails, en particulier sans délai temporel. C'est que l'état de santé de Bouteflika ne dépend pas des membres les plus convaincus de la CLTD. Autrement, ça se saurait. A noter que c'est maintenant qu'il est question de congrès de l'opposition, plus souvent d'ailleurs que de Mazafran2. Antérieurement, ce mot de congrès dans cette acception particulière aurait paru une incongruité. Cette notion, prise dans ce sens, n'est pas tombée du ciel. C'est la pseudo-révolution libyenne qui l'a mise à l'honneur. Ceux qui l'ont préféré à d'autres plus naturels dans le contexte algérien ont voulu sous-entendre que leur but final est de créer une sorte d'entente par-delà les frontières partisanses, une force qui à l'occasion pourrait basculer du combat politique à d'autres formes de lutte. Mazafran, pour eux, ce serait en quelque sorte le Congrès général algérien. Un agrégat de forces hétérogènes ne peut pas former un parti, qui suppose un ciment idéologique et programmatique, mais il peut donner naissance à une sorte de milice. Et même à plusieurs mais qui s'entendent pour un but final. Comme en Libye. M. H.

Prévisions pluviométriques pour l'hiver

Sécheresse au nord, excédent de pluies à l'intérieur

■ La saison hivernale sera marquée par un «déficit» en termes de pluviométrie pour certaines régions du nord du pays, et un «excédent» des précipitations pour celles de l'intérieur, selon les prévisions de l'Office national de la météorologie.

Par Kamel L./APS

Dans ses prévisions pour les deux prochains mois, l'ONM prévoit que durant le mois de décembre, la région nord située entre Alger et Jijel devrait connaître un «grand déficit» en termes de pluviométrie, sans donner plus de détails. Les régions situées à l'est de Jijel seront, quant à elles, «légèrement déficitaires», alors que partout ailleurs les pluies seront «proches de la normale», ainsi que pour les températures. Pour janvier 2016, les estimations portent sur un «excédent des précipitations» sur les régions intérieures, de l'ouest et du centre, un «léger déficit» pour les régions nord situées entre Alger et Jijel, et «proche de la normale» partout ailleurs. Les températures seront saisonnières. Il est à rappeler que l'Algérie est un pays de la zone subtropicale du Nord africain. Son climat est très différent entre les régions. Les précipitations y sont caractérisées par une variabilité spatio-temporelle très marquée. Ainsi, la tranche de pluie annuelle décroît à mesure que l'on avance vers le sud et tombe à moins de 100 mm au sud de l'Atlas saharien, cette valeur étant habituellement considérée comme marquant le début du désert. A la décroissance des pluies du Nord au Sud se superpose une décroissance de l'Est à l'Ouest. Les bordures Nord Centre et Est reçoivent en moyenne des quantités annuelles de précipitations variant entre 600 et 1 150 mm. Elles sont de ce fait plus arrosées que le reste du pays. Les bordures nord-ouest par exemple enregistrent des totaux annuels moyens de l'ordre de 250 à 500 mm. A titre comparatif, l'ONM a noté que l'année 2014 avait été marquée par des événements climatiques «assez exceptionnels, présentant, parfois, un caractère de sévérité extrême», entraînant des intempéries et des dégâts importants. Les événements les plus intenses, a-t-il relevé, ont été enregistrés, en particulier, durant la période automnale (novembre/décembre) et ont touché tant les wilayas du nord que celles du sud. Ainsi, l'office a fait observer que la période hivernale 2014 avait été marquée par un «fait rare», à savoir des chutes de neige sur les massifs de l'Assekrem (Hoggar), enregistrées successivement fin janvier et fin février, du jamais vu au moins depuis 1945, date d'ouverture de la station météorologique. Des pluies diluviennes ont également touché le Sahara oriental, fin février, provoquant intempéries et crues d'oueds au niveau de la wilaya d'Illizi. Pour les régions du nord, cette période hivernale n'a pas connu de situa-

tions particulières, excepté un épisode neigeux, enregistré fin janvier, touchant principalement les massifs de l'intérieur et de l'Atlas saharien. Durant la période automnale, l'office a relevé qu'après une persistance de la chaleur, un développement d'importantes perturbations a eu lieu, provoquant des intempéries et des inondations de grande ampleur, notamment durant l'épisode du 5 au 7 novembre, avec un cumul maximal de 181 mm enregistré à Jijel, et fin novembre, sur la Saoura et les régions steppeuses où l'on avait cumulé à Béchar 160 mm. La fin de l'année a été, aussi, marquée par une vague de froid sur le nord du pays, accompagnée d'importantes chutes de pluie et de neige touchant particulièrement les régions de l'Est et du Centre. Sur le plan hydrologique, ces apports de précipitations enregistrées durant la période automnale (novembre/décembre) ont «énormément» contribué à la reconstitution des nappes phréatiques et un remplissage des barrages en exploitation, qui a atteint au niveau national, un taux de 72,38%, alors que vers les régions de l'Ouest, qui ont le plus bénéficié de ces perturbations, un taux exceptionnel de remplissage de 87% avait été atteint, a souligné l'ONM.



2015 : l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde

Par ailleurs, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) vient de rendre public un rapport selon lequel 2015 pourrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée et la température moyenne en surface pourrait passer le seuil symbolique des 1°C de réchauffement depuis l'ère préindustrielle (1880-1899). «La

tendance qui se dessine pour 2015 laisse supposer que cette année sera très probablement la plus chaude jamais constatée», estime l'organisation. «Les années 2011 à 2015 représentent la période de cinq ans la plus chaude jamais enregistrée, de nombreux phénomènes météorologiques extrêmes – en particulier les vagues de chaleur – étant influencés par le changement climatique», relève l'ONM dans son rapport. Le Secrétaire général de l'organisation, Michel Jarraud, a

mis l'accent, à cet égard, sur l'existence actuellement d'un puissant épisode El Nino, un courant équatorial chaud du Pacifique, qui ne cesse de gagner en intensité. Il a expliqué que «ce phénomène influe sur les régimes météorologiques dans de nombreuses régions du monde, et explique la chaleur exceptionnelle que nous avons connue en octobre. Il devrait continuer de réchauffer la planète jusqu'en 2016», a-t-il estimé.

K. L./APS

Contrôle

Transferts illicites de 30 millions d'euros par des importateurs de ciment

La Direction générale des Douanes (DGD) a transmis à la justice, durant l'année 2015, plusieurs dossiers dont ceux de trois sociétés d'importation de ciment ayant transféré illicitement près de 30 millions d'euros, a confié à l'APS un haut responsable de la DGD. Après un contrôle effectué a posteriori, les services des Douanes ont constaté que ces trois sociétés avaient effectué leurs achats auprès de fournisseurs en Italie mais la facturation avait été opérée en Suisse «afin de pouvoir transférer les devises vers les comptes personnels de ces opérateurs domiciliés (dans des banques) de ce paradis fiscal», explique le même responsable. Outre cet acte illicite, une enquête approfondie, effectuée par les services douaniers suite à ces constats, a également décelé des infractions de change commises par ces mêmes importateurs de ciment en matière de majoration de valeur. Le plus important transfert illicite de capitaux a porté sur un montant de 18 millions d'euros transférés par l'une des trois sociétés qui fait l'objet de 41 dossiers contentieux portant, entre autres, sur des surfacturations, précise-t-il. Cette société a recouru à une majoration de valeur de 1,476 million d'euros pour l'importation d'une unité mobile d'ensilage qui a été carrément abandonnée au port sans faire l'objet d'une déclaration de dédouanement alors que le montant en devises a été transféré vers la

Suisse. Plus encore, cette même société a déclaré à plus de 500 000 euros comme le montant d'importation d'une centrale à béton mobile alors que le prix réel ne dépasse pas les 180 000 euros, précise cette source douanière. Quant aux deux autres importateurs de ciment contrevenants, l'un est parvenu à transférer illicitement plus de 10 millions d'euros, et qui fait l'objet de 25 dossiers contentieux, tandis que l'autre a transféré illégalement un million d'euros (2 dossiers de contentieux). Les pénalités encourues par les trois sociétés dépassent les 14 milliards de DA. Par ailleurs, les services douaniers ont transmis à la justice un autre dossier portant sur une infraction de change liée à une majoration de valeur de plus de 1,6 million d'euros, qui a été effectuée par une société ayant importé deux grues. Pour renforcer les actions d'assainissement du commerce extérieur et de la sphère commerciale en général, plusieurs actions ont été prises récemment par le gouvernement, rappelle-t-on. Ainsi, le ministère du Commerce et les deux Directions générales des Douanes (DGD) et des Impôts (DGI) ont signé, il y a quelques jours, deux accords de coopération dans le cadre de la coordination intersectorielle pour la lutte contre la fraude. Le principal objectif de cette coopération porte sur la consolidation de la relation entre les trois piliers de contrôle (commerce, impôts, douanes)

autour de quatre axes. Il s'agit des axes liés à la protection de l'économie nationale, à la protection de la santé et de la sécurité du consommateur, à la répression des fraudes (lutte contre les pratiques commerciales illicites, notamment) et aux échanges d'informations relatives au commerce extérieur dont les importations essentiellement. Une brigade centrale mixte avait également été installée par le ministre du Commerce pour une enquête nationale approfondie au niveau des ports, ports secs, aéroports, postes terrestres et entrepôts sous douanes pour s'enquérir du devenir des cargaisons bloquées définitivement dans les principaux ports de commerce depuis le 1^{er} janvier 2015 à ce jour. Cette action a été suivie par l'installation d'un autre groupe de travail chargé d'étudier l'opportunité des mesures proposées par le ministère du Commerce en matière de contrôle de la conformité des produits importés. La démarche proposée par ce département ministériel repose sur un ensemble de dispositions et mesures qui peuvent être ajoutées à la procédure de contrôle en vigueur, et ce, au niveau des postes frontaliers afin de renforcer le dispositif existant. L'objectif de cette mesure, qui fait suite à des instructions du Premier ministre, est de rationaliser les importations et de mieux contrôler les transferts de marchandises. **Tahar F.**

Assurances

La SAA atteindra un taux de croissance de 4% à fin 2015

■ La Société algérienne des assurances (SAA) atteindra un taux de croissance de 4% à fin 2015 avec un chiffre d'affaires de près de 28 milliards de dinars, a indiqué son président directeur général, Sais Nacer.

Par Souad L.

Ce taux de croissance est «satisfaisant et positif au vue des conditions économiques transitoires ambiantes», a estimé M. Sais, dans une déclaration en marge d'une journée d'étude sur les «conflits juridiques en matière d'assurances», organisée en collaboration avec les cours de Boumerdès, Bouira et Tizi-Ouzou. En 2014, la SAA a versé quelque 15 milliards de DA en guise d'indemnités pour des dommages subis au titre de diverses assurances, représentant un taux de 40% du marché national des indemnités, a-t-il relevé. Douze milliards de DA de cette somme ont été versés pour des dommages dus à des accidents de la circulation, dont un taux de 80% pour les dommages matériels subis et le reste (20%) pour des dommages physiques. D'autre part, les assurances multirisques, réalisées à la même période, ont atteint près de 27 milliards de DA, dont 21 milliards DA inhérents aux assurances automobiles, un marché qui représente un taux de 24% des assurances à l'échelle nationale,

et 32% des assurances nationales sur les véhicules, a souligné le même responsable. Une partie de l'excédant du chiffre d'affaires réalisé en 2014 a été destiné au soutien du budget de gestion de la société, alors que le reste a été versé au profit du Trésor public, a-t-il ajouté, signalant que la SAA, étant une société publique par actions, verse, aussi, une partie de son chiffre d'affaires au budget de l'Etat.

Une nouvelle stratégie basée sur la diversification du portefeuille d'affaires

M. Sais a annoncé, à l'occasion, la mise en application programmée d'une nouvelle stratégie en matière d'assurance automobile et d'assurances multirisques, au profit des moyennes et petites entreprises, dans un objectif de diversification de son portefeuille d'affaires. «Nous avons une volonté d'exploiter et de développer toutes les opportunités d'assurances offertes par le secteur économique national, dont notamment les assurances sur les grands risques indus-



triels», a-t-il assuré, d'autant plus, a-t-il dit, que «la société en a les moyens et les compétences». Le P-DG de la SAA a cité parmi les atouts permettant à sa société de prétendre à cette nouvelle stratégie, son leadership national sur le marché des assurances, avec

un capital estimé à 31 milliards de dinars, son réseau de distribution englobant 520 points de vente à l'échelle nationale, ajouté à cela sa longue expérience dans le domaine. La SAA est la première société d'assurances créée après l'indépendance

(1963). De nombreux magistrats, avocats et autres partenaires des secteurs de la justice et des assurances ont pris part à cette rencontre visant à «rapprocher les vues entre le secteur des assurances et celui de la justice», parallèlement à l'examen des lois régissant le secteur, afin d'atteindre un équilibre dans les jugements rendus en la matière par la justice algérienne, dans un objectif de protection des droits des assurés, ont indiqué les organisateurs de la rencontre.

S. L./Agences

Changes

L'euro baisse face au dollar

L'EURO reculait légèrement hier face au dollar où il valait, vers 22h00 GMT, 1,0595 dollar contre 1,0607 dollar jeudi vers la même heure. L'euro se reprenait très légèrement face à la monnaie nipponne à 130,14 yens – après être tombé à 129,67 yens à son plus bas depuis fin avril – contre 130,07 yens jeudi. Le dollar montait un peu face à la devise japonaise, à 122,82 yens contre 122,63 yens jeudi. «Le marché des changes s'apprête à entrer dans une période particulièrement incertaine la semaine prochaine, pendant laquelle des fluctuations plus importantes pourraient être provoquées par des éléments très suivis, que ce soit des décisions sur les taux d'intérêt ou des statistiques économiques», a résumé l'analyste Nawaz Ali. La Banque centrale européenne (BCE) tiendra mercredi 2 et jeudi 3 décembre une réunion de politique monétaire et de nombreux cambistes s'attendent à ce qu'elle accélère des mesures déjà massives de soutien à l'économie. Engagés en mars, les 60 milliards d'euros de rachats mensuels d'actifs de la BCE ont notamment pour but de relancer l'inflation, mais, associés à une politique de taux très bas, ils ont pour effet collatéral de diluer la valeur de l'euro, ce qu'accroissent de nouvelles mesures en ce sens. Le marché des changes était particulièrement calme vendredi, d'autant qu'aux Etats-Unis beaucoup de cambistes étaient absents des marchés pour allonger leur week-end au lendemain d'un jour férié pour Thanksgiving. Vers 22h00 GMT, la livre britannique baissait légèrement face à l'euro, à 70,47 pence pour un euro, et, plus nettement, face au dollar, à 1,5036 dollar pour une livre.

R.E.

Pour le soutien du secteur agricole

L'UNPA expose une série de revendications

L'Union nationale des paysans algériens (UNPA) a exposé à Ain Defla une série de revendications pour le soutien du secteur agricole, le qualifiant d'investissement «créateur de richesse», notamment dans un contexte marqué par un recul des recettes du pays en raison de la chute des prix du pétrole. Lors d'une rencontre organisée à l'occasion de la célébration du 41^e anniversaire de la création de l'UNPA – à laquelle ont pris part le Premier ministre Abdelmalek Sellal, des membres du gouvernement et un grand nombre de paysans – le secrétaire général de l'UNPA a insisté sur la préservation du foncier agricole, suggérant «la consti-

tutionnalisation de la protection des terres et de la production agricoles». M. Alioui a en outre appelé à augmenter le soutien au secteur agricole qui reste «faible» par rapport aux autres pays du monde, soulignant la nécessité d'intensifier les efforts pour la protection de l'agriculture et de la richesse animale dans le Sud. Il a également appelé à la réhabilitation des coopératives agricoles, à la création de coopératives dans le cadre de la mutualité agricole et à l'implication des grands investisseurs au projet d'extension, à hauteur de un million d'hectares, de la superficie agricole irriguée à l'horizon 2019. L'UNPA a en outre plaidé pour la protection socia-

le des paysans, la création d'une caisse d'assurance sur les crédits agricoles en vue d'impulser l'investissement agricole. Concernant les jeunes, il a suggéré l'ouverture de centres de formation professionnelle dans les zones rurales et la répartition des spécialités en fonction des besoins de chaque wilaya. M. Alioui a enfin appelé à la promulgation de décrets exécutifs relatifs à l'organisation du secteur agricole et la mise en œuvre des décisions issues des réunions ayant regroupé l'union avec le ministre du secteur et les chambres et commissions agricoles.

Ali O.

Prix

Le pétrole termine la semaine en recul

Les cours du pétrole baissent en fin d'échanges européens, dans un marché focalisant de nouveau son attention sur les problèmes d'offre surabondante d'or noir alors que les tensions géopolitiques se modèrent. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord valait 44,93 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en repli de 53 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 1,02 dollar à 42,02 dollars. «Les cours du pétrole ont effacé une partie

des gains enregistrés au début de la semaine», observaient les analystes de Commerzbank, pour qui «les inquiétudes géopolitiques se sont quelque peu calmées». La France et la Russie ont décidé jeudi de «coordonner» leurs frappes aériennes en Syrie contre l'Etat islamique (EI), à l'issue d'une entente à Moscou entre le président russe Vladimir Poutine et le président français François Hollande. La rencontre entre les deux hommes est intervenue au moment où la Russie et la Turquie traversent une grave crise après le crash mardi d'un bombardier russe abattu par la

Turquie ayant provoqué de vives tensions entre les deux pays. L'incident a un temps fait craindre une dégradation de l'approvisionnement d'or noir car le pétrole en provenance de Russie transite notamment par le détroit turc du Bosphore avant d'atteindre la Méditerranée et avait ainsi permis aux cours de nettement rebondir mardi. «Ainsi, les opérateurs sur les marchés se concentrent à nouveau sur la surabondance de l'offre, qui devrait rester en place pendant une grande partie de l'année 2016 et se traduire par de nouvelles hausses de réserves», commentaient les experts de Commerzbank.

Depuis deux mois, les stocks américains de brut s'effontent en continu, même si leur progression a quelque peu freiné la semaine dernière, avec une hausse d'un million de barils. De plus, «la météo n'aide pas actuellement : les températures prévues pour les prochains jours (en Europe de l'Ouest) sont plus douces que de saison, ce qui devrait se traduire par de nouvelles hausses des réserves du fait d'une demande de fioul de chauffage basse» et les Etats-Unis sont dans une situation équivalente, prévenait-on chez Commerzbank.

F.P./APS

Marches pour le climat à travers le monde

Paris se prépare à la COP21 sous haute sécurité

■ L'Australie a donné le coup d'envoi des marches en faveur du climat avant la grande conférence de Paris qui, deux semaines après les pires attentats ayant frappé la France, s'ouvre lundi sous haute sécurité avec plus de 150 chefs d'Etat.

Par Meriem B.

Ce week-end, une cinquantaine de manifestations sont prévues dans le monde (Manille, Tokyo, Sydney, New Delhi, Kampala, Sao Paulo, Londres, Mexico, New-York, Bogota...). Elles ont été interdites à Paris après les attentats jihadistes ayant fait 130 morts le 13 novembre, remplacées par une chaîne humaine dimanche. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé vendredi à Melbourne (Australie) pour un monde «propre et juste». Un jeune garçon brandissait une pancarte avec l'inscription «Arrêtez de bousiller mon avenir». Vendredi, plusieurs dizaines de «pèlerins climatiques» venus d'Europe, d'Afrique et d'Asie ont commencé à se rassembler dans une église parisienne, marquant symboliquement la mobilisation des religions pour le climat.

Le Canada a annoncé qu'il allait allouer une enveloppe de 2,65 milliards de dollars canadiens (1,9 milliard d'euros) sur cinq ans pour «aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique», soit «un doublement» de l'enveloppe prévue jusqu'ici. Dès le lendemain des attentats, la France avait annoncé maintenir la conférence COP21, qui doit déboucher sur le premier accord engageant 195 pays contre le réchauffement, l'un des grands défis du XXI^e siècle. Davantage de chefs d'Etat ont même annoncé leur venue à Paris les jours qui ont suivi les attaques des jihadistes, faisant de ce sommet sur l'environnement le plus important jamais organisé. En visite vendredi après-midi au sommet du Commonwealth à Malte, le président français François Hollande a cependant assuré ne pas vouloir «transformer la conférence climat en réunion internationale sur la lutte contre le terrorisme, ça ne servirait aucune des causes». Mais les deux thématiques sont liées: «L'homme est le plus grand ennemi de l'homme, nous le voyons pour le terrorisme mais nous pouvons aussi le dire pour le climat», a ajouté M. Hollande. Il doit recevoir samedi des repré-



Ph. > D. R.

sentants d'ONG engagées dans la défense de l'environnement. Le nombre de participants attendus est aussi inégalé pour une COP: 40 000 personnes dont 10 000 délégués de 195 pays, 14 000 représentants de la société civile et experts, 3 000 journalistes et des milliers de visiteurs.

La première journée de lundi sera rythmée par les discours des chefs d'Etat, dont François Hollande, Barack Obama (Etats-Unis), Xi Jinping (Chine), Narendra Modi (Inde), etc. Des rencontres bilatérales permettront aussi aux leaders politiques d'aborder la lutte contre le grou-

pe jihadiste Etat islamique.

8 000 policiers et militaires déployés

Alors que l'état d'urgence a été déclaré en France pour trois mois, des mesures exceptionnelles vont sécuriser Paris et le site de la COP au Bourget, au nord de la capitale. Aux frontières, les contrôles ont été rétablis et 8 000 membres des forces de l'ordre déployés: 2 800 seront mobilisés au Bourget et 6 300 autres dans Paris pour la venue des chefs d'Etat. Dès cette semaine, les consultations informelles entre pays ont débuté au siège de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). Signe que le temps est compté pour arriver à un consensus, Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères français et président de la COP, réunira dès dimanche les chefs de délégation pour proposer une méthode de travail. D'ici au 11 décembre, les lignes de fracture devront laisser place à des compromis sur des sujets-clés comme les financements Nord-Sud, un objectif commun de long terme pour réduire les émissions de

Le Canada promet 2,65 mds pour les pays en développement

LE CANADA va allouer une enveloppe de 2,65 milliards de dollars canadiens (1,9 md d'euros) sur cinq ans pour «aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique», a indiqué le cabinet du Premier ministre Justin Trudeau. «Le Canada s'engage à une action ambitieuse pour lutter contre le changement climatique», selon un communiqué du Premier ministre qui participe à La Valette, à Malte, au sommet du Commonwealth avant de gagner Paris pour la conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP21). L'aide canadienne vise à encourager les pays les plus pauvres à se tourner «vers des économies à faibles émissions de carbone qui sont à la fois durables et plus résilientes». Cette contribution s'inscrit dans l'engagement du Canada dans le cadre de l'accord de Copenhague de 2009 selon lequel les pays développés ont promis des versements annuels de 100 milliards de dollars d'ici à 2020, date d'entrée en vigueur du futur accord de Paris, pour financer les politiques climatiques des pays en développement. «Le Canada est de retour, prêt à faire sa part pour lutter contre le changement climatique, y compris en aidant les pays les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète à s'y adapter», a indiqué Justin Trudeau, cité dans le communiqué. Une décision montrant, selon lui, que «le Canada est redevenu un acteur crédible de la lutte internationale contre le changement climatique». S. P.

Déforestation

La destruction de la forêt amazonienne en hausse de 16%

La destruction de la forêt amazonienne au Brésil a augmenté de 16% sur un an, selon des données satellitaires publiées par le ministère brésilien de l'Environnement.

Selon ces données qui courent sur 12 mois à fin juillet, 5 831 km² de forêt ont disparu en Amazonie brésilienne. Ces chiffres confirment les informations diffusées récemment par des organisations spécialisées qui montraient une déforestation accrue, après un recul constaté en 2014. La déforestation contribue à environ 15% des gaz à effet de serre, soit plus que le secteur du transport

dans son entier. La situation au Mato Grosso est la cause principale de cette hausse de la déforestation. Les propriétaires fonciers de cet Etat très agricole ont supprimé environ 1 500 km² de jungle, contre 1.000 km² l'année précédente. L'Amazonie, la plus grande forêt tropicale au monde, est non seulement un immense piège à carbone mais aussi un sanctuaire de la biodiversité. Elle contient des milliers d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées. Le gouvernement brésilien lance régulièrement des opérations de lutte contre l'exploitation forestière illégale, mais il

faut faire plus, estiment des organisations de défense de l'environnement. La ministre de l'Environnement, Izabella Teixeira, a convoqué les gouverneurs des Etats affichant la plus grosse déforestation pour discuter de la situation. Malgré le bond constaté en 2015, la zone déboisée reste beaucoup moins large que par le passé. Le Brésil a réussi à fortement réduire la destruction de la forêt depuis qu'il a commencé à suivre la déforestation en 2004. Cette année-là, près de 30 000 km² de végétation avaient été perdus. Fateh L.

gaz à effet de serre ou un mécanisme de révision des engagements des pays. Les dérèglements déjà constatés (montée des eaux, fonte des glaciers, disparition d'espèces) s'accroissent fortement dans les prochaines années si une action ambitieuse n'est pas entreprise au niveau mondial. L'objectif de la communauté internationale est de limiter à 2°C le réchauffement de la planète, qui a déjà gagné 0,8°C depuis l'ère pré-industrielle. A ce stade, les engagements volontaires des pays pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2025 ou 2030 vont permettre – s'ils sont respectés – de ramener la hausse prévisible du thermomètre mondial de 4-5° à 3°C.

M. B./ agences

Selon Reporters sans frontières Dix journalistes assassinés depuis 2010 en enquêtant sur l'environnement

DIX JOURNALISTES ont été assassinés dans le monde depuis 2010 en enquêtant sur des problématiques environnementales, selon un rapport de Reporters sans frontières (RSF) publié vendredi. Quatre reporters spécialisés dans l'environnement ont été assassinés au Cambodge, deux en Inde, deux aux Philippines, un en Russie et un en Indonésie, selon RSF. «L'environnement est un sujet hautement sensible qui vaut trop souvent de sérieux ennuis à ceux qui vivent le voile sur les pollutions ou les dégradations en tout genre de la planète», souligne dans le rapport Christophe Deloire, secrétaire général de l'ONG. Les journalistes assassinés travaillaient sur des sujets tels que la déforestation, la pêche illégale, l'exploitation minière ou la corruption liée à des crimes environnementaux. Le cas de Hang Serei Oudom, un journaliste cambodgien «retrouvé mutilé à coups de hache dans le coffre de son véhicule» en 2012, est cité dans le rapport qui précise que «son dernier article mettait en cause un officier de l'armée, qui se serait livré à un trafic de bois en utilisant des véhicules militaires». L'organisation fait également état de nombreuses agressions de reporters environnementaux en Amérique latine, dont six au Pérou, «lors de manifestations autour du projet de mine de cuivre à ciel ouvert de Tia Maria». «Certains reporters ont été pris à partie par des habitants de la région d'Arequipa opposés au projet, qui jugeaient le traitement de leur média trop partisan». R.E.

Laghouat

Divers projets en faveur de la daïra de Hassi-R'mel

■ La daïra de Hassi-R'mel (wilaya de Laghouat) a bénéficié de plusieurs projets de développement visant l'amélioration du cadre de vie du citoyen, a-t-on appris des services de la wilaya.

Par Salim L.

Ces projets, engagés dans le cadre du précédent programme quinquennal, touchent plusieurs secteurs d'activités et sont localisés sur le territoire de la commune du chef-lieu de daïra, de la nouvelle ville Bellil et de la commune de Hassi-Delaâ, a-t-on signalé. Parmi ces projets, 400 logements de type public locatif à Bellil sur un quota de 750 unités de même type consacrés à cette région au cours des trois dernières années, en plus de la création de 15 lotissements sociaux pour accueillir les projets de 670 aides destinées à l'habitat rural.

La région a bénéficié aussi d'un hôpital de 60 lits, dont le taux d'avancement des travaux

avoisine les 45%, et d'un cout d'un milliard DA, et devant disposer de plusieurs spécialités médicales, selon sa fiche technique.

Concernant les installations sportives et juvéniles, il est prévu aussi la réception prochaine d'une piscine couverte (bassin de 25 m), dont la réalisation a nécessité une enveloppe de 220 millions DA.

Afin de répondre aux besoins de la population de cette région située dans la partie sud de la wilaya de Laghouat, les autorités locales ont insisté, lors d'une récente visite dans la localité de Bouzbeïr (commune de Hassi-R'mel), sur la nécessité de l'achèvement du projet en cours d'un forage hydraulique.

La commune de Hassi-Delaâ a bénéficié d'un projet de 100



logements de type public locatif, non encore lancé, en plus de 250 aides destinées à l'habitat rural.

Le secteur de l'éducation s'est vu accorder un lycée de 800 places doté d'une cantine d'une capacité de 200 couverts/jour, pour un coût de près de 280 millions DA, dont les délais de livraison ont été fixés au premier

trimestre de 2017, selon la même source. Plusieurs autres projets ont été relancés, à l'instar d'une polyclinique dont les travaux de réalisation étaient à l'arrêt, en plus du projet d'une piscine communale et d'une annexe administrative au niveau du quartier Bachir-El-Ibrahimi.

S. L./APS

Skikda

La force des vagues déloge des dizaines de brise-lames en bord de route

De nombreux blocs de protection du littoral, appelés BCR (blocs cubiques rainurés), posés au bord d'une route à double voie au lieu-dit Ilot-des-chèvres, non loin du port de Skikda, fouettés par de hautes vagues particulièrement fortes, ont été délogés, vendredi-après-midi, et happés par une mer démontée, a-t-on constaté.

Le déplacement de ces blocs brise-lames, dont le rôle consiste à atténuer la force des vagues et à protéger la route par mauvais temps, a conduit à la fermeture immédiate du côté de la chaussée longeant la mer pour,

d'abord, éviter tout accident et, ensuite, permettre aux équipes techniques d'intervenir, à l'expliqué un responsable du port rencontré sur place.

Des travailleurs et des techniciens des travaux publics, de l'entreprise du port de Skikda et de la Protection civile, auxquels s'est jointe la Société intermodale de logistique (SIL) qui a mis en place une grue géante, étaient encore à pied d'œuvre en fin d'après-midi pour la mise en place de blocs de remplacement pesant chacun 5 tonnes. Selon la directrice des travaux publics (DTP),

Feriel Sayoud, les dégâts ont concerné une portion de littoral d'une centaine de mètres de long pour 13 m environ de large. Quelque 80 blocs BCR étaient déjà posés vers 19 heures en attendant d'en poser 300 environ pour sécuriser l'endroit, a précisé cette responsable au moment où de nombreux camions arrivent sur site, chargés de blocs BCR puisés des stocks de la DTP. Notons que les travaux s'effectuent dans des conditions très pénibles, une forte pluie n'arrêtant pas de tomber sur la ville de Skikda.

Hani A.

Médéa

Action de sensibilisation sur le travail des enfants

Une action de sensibilisation sur le phénomène relatif au travail des enfants a été menée par les services de la Direction de l'action sociale (DAS) de Médéa à travers un point d'information sur les différents aspects juridiques et réglementaires inhérents à l'emploi des personnes mineurs et sur le dispositif de protection mis en place par les pouvoirs publics. Cette action vise, selon ses initiateurs, à sus-

citer chez la population une «prise de conscience» sur ce phénomène qu'on assimile, au vu de certaines de ses formes, à une sorte de traite et d'exploitation illégale de mineurs, tout en les informant de ses conséquences tant sur le plan des droits des mineurs que sur celui des relations au sein du tissu familial. L'exploitation, en termes de rémunération et d'horaires de travail légaux, a été également

mise en exergue à l'occasion de ce point d'information qui a permis d'évoquer certains facteurs à l'origine de ce phénomène, en l'occurrence la déperdition scolaire, la précarité de l'emploi, la dégradation du niveau de vie et l'éclatement du noyau familial. L'absence de statistiques officielles concernant l'ampleur de ce phénomène, de l'avis de nombreux cadres de la direction de l'action sociale, «rend difficile

toute approche tendant à réduire son impact sur cette catégorie névralgique de la société». Ils ont préconisé d'assurer une protection sans faille des jeunes mineurs tentés par cette expérience en vue de limiter ainsi les effets de l'arsenal juridique et réglementaire mis en place pour préserver les droits des mineurs et les mettre à l'abri de toute tentative d'exploitation.

N.O./Agences

Oum El Bouaghi

500 logements sociaux seront distribués à Ain Beida avant fin 2015

Un ensemble de 500 logements publics locatifs (LPL), construits dans la commune d'Ain Beida (Oum El Bouaghi), sera distribué «avant fin décembre prochain», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'étude des dossiers des postulants va être «accéléérée» afin que ces logements soient distribués avant la fin de l'année 2015 confor-

mément à l'engagement pris par le wali, Abdelhakim Chater, lors d'une récente visite d'inspection à Ain Beida, a-t-on ajouté de même source. Ce quota de 500 logements est destiné à contribuer à satisfaire la demande exprimée dans cette commune, la plus importante de la wilaya d'Oum El Bouaghi avec ses 134 000 habitants, a-t-on souligné à

la wilaya. Il s'agit de la seconde opération de distribution de LPL à Ain Beida après les 762 unités remises à leurs bénéficiaires en octobre dernier, a-t-on rappelé. La commune d'Ain Beida a bénéficié d'un programme d'habitat constitué de 8 494 logements, dont 3 620 LPL, a indiqué, de son côté, le chef de daïra, Abdelouahab Touati.

F.O.

M'sila De nouveaux projets pour améliorer le service des télécommunications

DE NOUVEAUX projets destinés à améliorer les prestations de service en matière de télécommunications sont en cours de concrétisation dans la wilaya de M'sila, a indiqué un cadre de la direction locale d'Algérie Télécom. Les opérations, initiées pour permettre notamment d'améliorer l'accès à l'internet et d'augmenter le débit de la connexion, sont inscrites dans le cadre d'un programme national d'investissement destiné au développement du réseau des télécommunications géré par la direction générale d'Algérie Télécom, a précisé le chargé de la communication à la direction locale de cette entreprise, Abdelhakim Baâdji. Pas moins de 348 km de câbles en fibre optique, traversant 17 communes de la wilaya de M'sila, ont été réalisés jusqu'à présent, selon le même responsable qui a rappelé que 64 centres MSAN (MultiService Access Node) sont entrés récemment en service, en attendant l'exploitation «dans les prochains jours» de 15 équipements similaires. Dix nouvelles stations 4G LTE sont également en service depuis peu, ce qui a permis de répondre aux besoins exprimés en matière d'internet par les abonnés résidant aussi bien en zones urbaines que rurales, a également appelé ce responsable.

R.R.

Tissemsilt Le directeur de l'OPGI arrêté en flagrant délit de corruption

LA POLICE judiciaire de la sûreté de wilaya de Tissemsilt a procédé, mercredi soir, à l'arrestation du directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya en flagrant délit de corruption, a-t-on appris jeudi du bureau de communication et des relations publiques de la sûreté. Cette arrestation a eu lieu suite à une plainte introduite par un entrepreneur au procureur de la République près le tribunal de Tissemsilt. L'entrepreneur se plaignait du chantage qu'aurait exercé sur lui le directeur général de l'OPGI, en lui réclamant un montant d'un million DA pour lui faciliter, en échange, l'octroi d'un projet d'habitat. Les éléments de la police judiciaire ont ainsi mis en place un plan pour arrêter l'inculpé en flagrant délit de corruption à Tissemsilt. L'affaire fait l'objet d'une enquête et ledit responsable sera présenté prochainement devant le procureur de la République près le tribunal de Tissemsilt, a-t-on indiqué de même source.

Halim N./APS



Tournée de Christopher Ross dans la région

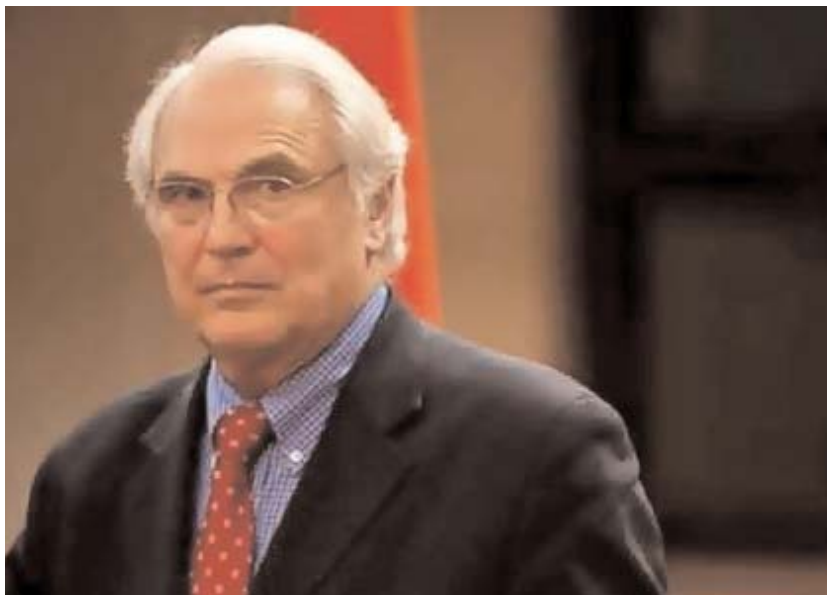
La partie sahraouie «optimiste» mais «vigilante» face à l'obstination marocaine

■ Le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU, Ahmed Boukhari, a affirmé que la partie sahraouie était «optimiste» au sujet de la tournée de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross, tout «en demeurant vigilante» face à l'obstination marocaine.

Par Amel F.

«**L**a partie sahraouie est optimiste quant à la tournée de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental Christopher Ross mais demeure vigilante face à l'obstination du Maroc en ce qui concerne l'autodétermination du peuple sahraoui», a déclaré M. Boukhari après l'arrivée de M. Ross aux camps des réfugiés sahraouis.

Le responsable sahraoui a précisé que la visite de deux jours de M. Ross aux camps des réfugiés sahraouis intervient dans «un contexte particulier» suite aux déclarations du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 4 novembre dernier, qui ont constitué «une évaluation implicite» des efforts de l'ONU depuis 2007, et des négociations qui, a-t-il dit, «n'ont pas apporté les résultats escomptés par le Conseil de sécurité». Affirmant que la partie sahraouie «partage l'évaluation de Ban Ki-moon», M. Boukhari a qualifié «la thèse marocaine d'autonomie de vaine tentative d'atteinte à la légalité internationale et au principe du droit à l'autodétermination». «Nous attendons le rapport de M. Ross au terme de cette tournée avant la visite du Secrétaire général de l'ONU dans la région», a-t-il dit, estimant que le rapport que M. Ban Ki-moon présentera en avril prochain sera «décisif» pour la question sahraouie. Le repré-



sentant du Front Polisario à l'ONU a réitéré la disposition de la partie sahraouie à soutenir les efforts onusiens et «sa position claire à l'égard de la décolonisation». «Nous sommes un peuple qui milite pour un droit inaliénable et reconnu au plan international, et en dépit des étapes difficiles qu'a connues la question sahraouie depuis 1975, le peuple sahraoui a pu résister et unifier ses rangs pour atteindre l'objectif sacré, à savoir l'indépendance de la République arabe sahraouie

démocratique», a-t-il ajouté. Le Secrétaire général de l'ONU avait appelé les deux parties au conflit (Maroc et Front Polisario) à «entamer des négociations sérieuses et sans conditions» pour un règlement «juste et définitif» du conflit sur la base de l'exercice par les Sahraouis de leur droit à l'autodétermination. L'appel de Ban Ki-moon est intervenu deux jours après la visite du roi du Maroc dans les territoires occupés, qualifiée de «provocation», et les déclarations du ministre

marocain des Affaires étrangères, Salaheddine Mezouar, selon lesquelles le Maroc ne pourra pas accepter que l'Envoyé personnel, Christopher Ross, se rende dans les territoires occupés du Sahara occidental. Ces déclarations ont été clairement rejetées par le Conseil de sécurité qui a exprimé son soutien inconditionnel aux efforts de M. Ross d'autant qu'il attend un rapport détaillé sur ses visites le 8 décembre prochain.

A.F./Agences

Tunisie

Les attentats survenus cette année ont été «planifiés» en Libye

Les attentats qui ont frappé la Tunisie cette année ont été «planifiés» en Libye, a affirmé le secrétaire d'Etat tunisien chargé de la Sécurité nationale, Rafik Chelly, quelques jours après une attaque-suicide à Tunis. «Tout est en train de se passer et d'être planifié en Libye», a déclaré Rafik Chelly à la radio privée Mosaïque FM. Mardi, un Tunisien âgé de 26 ans s'est fait exploser dans un bus transportant des membres de la sécurité présidentielle en plein Tunis, tuant 12 d'entre eux. L'attentat a été revendiqué par le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (El Daech), déjà responsable de deux attaques majeures cette année : la première qui avait fait 22 morts en mars au musée du Bardo à Tunis et la deuxième qui avait tué 38 touristes en juin près de Sousse (centre-est). «Les commandants des groupes terroristes tunisiens se trouvent en Libye.

Voici notre grand problème. Et nous avons noté que dans les dernières affaires – Sousse, le Bardo, etc... – tous ces éléments (leurs auteurs) sont allés en Libye et s'y sont formés», a poursuivi M. Chelly. Il a précisé

que ces hommes se rendaient clandestinement dans ce pays voisin pour recevoir une formation «idéologique puis militaire» avant de regagner la Tunisie où «ils attendent les instructions».

«La Libye est devenue un danger, c'est pourquoi il faut prendre des précautions (...), a-t-il souligné, évoquant la fermeture de la frontière de près de 500 km entre les deux pays pendant 15 jours, annoncée cette semaine. Il n'a pas écarté le rétablissement d'une obligation de visa pour les Libyens qui en sont depuis longtemps exemptés.

Selon M. Chelly, la Tunisie va aussi renforcer la surveillance à ses frontières désertique et maritime avec la Libye. Tunis a déjà entrepris la construction d'un «système d'obstacles», constitué notamment de tranchées, sur 225 km.

Livrée au chaos et aux milices depuis la chute du régime de Maamar Kaddafi en 2011, la Libye compte deux gouvernements et de nombreux groupes armés se disputant le pouvoir.

Arrestation de quatre individus soupçonnés d'être en rapport avec l'attentat de Tunis

Quatre individus soupçonnés d'être en rapport avec le kamikaze, auteur de l'attentat-suicide contre le bus de la Garde présidentielle, ont été arrêtés vendredi en fin d'après-midi dans le gouvernorat de Kébili dans le sud-ouest de la Tunisie, selon une source sécuritaire citée par l'agence de presse tunisienne TAP. Originaires d'El-M'nihla du gouvernorat de l'Ariana, les quatre suspects ont été arrêtés «à la suite d'une descente policière dans une maison située dans la localité de Jemna de la délégation de Kébili-Sud», a expliqué la source. Avant leur transfert à la Brigade antiterroriste à Tunis, les prévenus ont affirmé qu'ils se trouvaient à Kébili dans le cadre d'une activité commerciale consacrée à la vente des dattes.

Souhila K.

Libye L'UA réitère sa «profonde inquiétude» sur la situation

LA PRÉSIDENTE de la Commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini-Zuma, a réitéré la «profonde inquiétude» de l'UA sur la situation en Libye, selon un communiqué. M^{me} Dlamini-Zuma a souligné l'importance de prendre les mesures nécessaires pour que «l'UA joue son rôle légitime, en coordination avec les pays voisins de la Libye et de l'ONU, dans les efforts pour rétablir la paix dans le pays». Elle a tenu ces propos lors d'un entretien avec Nuri Mohamed Bait Almal, envoyé spécial du Premier ministre libyen, jeudi au siège de l'UA à Addis-Abeba, précise le communiqué. M. Bait Almal a, pour sa part, indiqué que «le terrorisme est une menace non seulement pour la Libye mais aussi pour la région et le reste du continent africain». «Le gouvernement libyen souhaite voir un rôle plus actif de l'UA dans le règlement de la crise libyenne», a-t-il souligné. Livrée au chaos et aux milices depuis la chute du régime de Maamar Kaddafi en 2011, la Libye compte deux gouvernements et de nombreux groupes armés se disputant le pouvoir.

La Côte d'Ivoire rapatrie 44 de ses ressortissants

La Côte d'Ivoire a évacué vendredi soir 44 de ses ressortissants bloqués en Libye après des tentatives de traversées de la Méditerranée pour gagner l'Europe. Cette opération a été pilotée par le ministre ivoirien de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Ally Coulibaly, qui était du voyage. Etablies en Libye, ces personnes dont deux femmes et trois enfants ont quitté Tripoli jeudi pour la Tunisie voisine d'où, par un vol spécial affrété par le gouvernement ivoirien, elles sont rentrées à la «maison». «Le président ivoirien (Alassane Ouattara) a pris cette décision parce qu'il a toujours été choqué par les images de milliers de jeunes migrants dont beaucoup d'Africains, morts dans la Méditerranée», a souligné M. Coulibaly à la presse. De son côté, Ali Diarrassouba, le porte-parole des «évacués», a «remercié le président Ouattara» de leur «avoir sauvé la vie et sorti de l'enfer libyen». Face à la crise migratoire, les dirigeants africains doivent agir pour maintenir leur jeunesse sur leur sol, mais l'Europe doit davantage les aider, avait estimé en août dernier M. Ouattara dans un entretien avec la chaîne TV5Monde. «Il faut régler le problème à la racine : nous, les responsables africains, nous devons prendre les mesures nécessaires par rapport à notre jeunesse», avait-il déclaré fin août, en marge du New York Forum Africa (NYFA) à Libreville, au Gabon.

R.M.



Présidentielle aux États-Unis:

Des républicains s'inquiètent des dérives de Trump

■ Les propos de plus en plus extrémistes du milliardaire américain Donald Trump, en tête de la course à l'investiture présidentielle du parti républicain, inquiètent une partie du monde conservateur qui improvise une riposte pour l'empêcher de gagner les primaires.

Par Ali O.

Les controverses initiées par Donald Trump se suivent avec une régularité remarquable, la dernière en date étant l'affirmation que des musulmans de la région de New York avaient célébré l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center le 11 septembre 2001, une rumeur à l'époque rapidement dégonflée.

Ses déclarations sont devenues si virulentes que des personnalités s'interrogent ouvertement au sein du parti républicain sur l'attachement réel du candidat aux valeurs démocratiques. Encore cette semaine, Donald Trump a semblé se moquer du handicap physique d'un journaliste, en plein meeting.

Des dirigeants s'inquiètent que l'investiture d'un populiste aussi imprévisible puisse ruiner les chances du parti à la présidentielle contre les démocrates, où la très expérimentée Hillary Clinton est en tête des sondages. «Trump est un fasciste. Et ce n'est pas un terme que j'em-

ploi facilement ou souvent. Mais il le mérite», a écrit sur Twitter Max Boot, un expert en histoire militaire qui conseille un autre candidat aux primaires républicaines, le sénateur Marco Rubio.

La provocation de trop, pour beaucoup, a été le soutien de Donald Trump à l'idée de forcer les musulmans présents aux États-Unis à se déclarer officiellement, afin que les autorités fédérales puissent les enregistrer dans une base de données spécifique.

«L'enregistrement fédéral obligatoire de citoyens américains sur la base d'une identité religieuse est du fascisme, point final», a déclaré John Noonan, conseiller de Jeb Bush, autre prétendant à l'investiture républicaine.

Le «New York Times» a dénoncé «les mensonges racistes de Donald Trump». Le «Seattle Times» a employé des termes tout aussi durs pour condamner ses dérives: «Le message de campagne de Trump reflète une sorte de fascisme insidieux» et «il faut le rejeter».

Les coups des candidats, jus-



qu'à présent, n'ont pas atteint le magnat de l'immobilier. Mais Jeb Bush, qui se veut l'anti-Trump, sérieux et expérimenté, dénonce de plus en plus vigoureusement les méthodes de son rival. Mercredi, il a déploré «l'univers parallèle» créé par Donald Trump.

Beaucoup de républicains, notamment le gouverneur du New Jersey Chris Christie, veulent croire que les attentats de Paris changeront la donne et précipiteront la chute du milliardaire, au profit d'hommes qui gèrent ou ont géré des gouvernements locaux et des crises.

Mais cette logique, poussée par l'establishment, échappe aux

électeurs, à en juger par les sondages – comme lors des innombrables polémiques qui ont émaillé la campagne depuis l'été. Toutes les enquêtes d'opinion réalisées depuis les attentats du 13 novembre montrent que l'avance de Donald Trump est consolidée, voire renforcée. Plus d'un républicain sur quatre le soutient, à un peu plus de deux mois du début des primaires en février 2016.

«Ils disent que Trump peut presque tout faire. Personne ne m'abandonne», s'est félicité l'intéressé mardi lors d'un meeting en Caroline du Sud (ouest). Il sera à nouveau en meeting hier en Floride (ouest). La riposte répu-

blicaine anti-Trump pourrait s'intensifier avec une nouvelle offensive publicitaire télévisée, financée par des groupes conservateurs, notamment Club for Growth. Une nouvelle société, Trump Card LLC, vient de voir le jour à cet effet, dirigée par la républicaine Liz Mair. L'objectif: «vaincre et détruire» Donald Trump, selon un mémo que s'est procuré le «Wall Street Journal».

Des candidats ne mâchent plus leurs mots, comme le gouverneur de l'Ohio John Kasich, loin derrière Trump dans les intentions de vote des républicains. Une vidéo publiée par son équipe sur internet met en scène un ancien prisonnier de guerre au Vietnam paraphrasant l'ancien pasteur allemand Martin Niemöller, illustre opposant du régime nazi. «Cela ne vous fait peut-être rien que Donald Trump dise que les musulmans doivent se déclarer auprès de leur gouvernement, car vous n'en êtes pas un», dit le colonel à la retraite. «Cela ne vous fait peut-être rien que Donald Trump dise qu'il va rafler tous les immigrés hispaniques, car vous n'en êtes pas un». «Mais pensez à ça: s'il continue et qu'il est vraiment élu président, il s'en prendra peut-être à vous. Vous feriez mieux d'espérer qu'il restera alors quelqu'un pour vous aider». A. O.



Points chauds

Charge

Par Fouzia Mahmoudi

Si Marine Le Pen n'avait que peu «profité» de l'attentat ayant visé l'équipe du journal «Charlie Hebdo» en janvier dernier, cette fois-ci il semblerait que son parti soit bien parti pour exploser de nouveaux records à l'occasion des prochaines élections régionales de décembre. Car si la tragédie de janvier avait touché le symbole de la liberté de la presse avec plusieurs journalistes et policiers morts, les attentats de début novembre ont eux visé des Français ordinaires, monsieur et madame tout-le-monde. Un changement de stratégie de la part des terroristes qui a marqué les esprits et qui fait réagir la population qui après avoir laissé sa chance durant l'année à la politique de François Hollande semble prête à se tourner désormais vers l'extrême droite pour trouver de nouvelles réponses face à la menace que subie leur pays. Or, cette montée inexorable du FN inquiète les politiques, de gauche notamment, qui voient que l'arrivée du Front national au pouvoir devient chaque jour une réalité plus palpable. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, est celui qui a été chargé de mené la dernière charge du gouvernement contre Marine Le Pen. «J'ai présenté depuis le début de l'année, avant même que les attentats de janvier n'aient lieu, et depuis les attentats de janvier, près de 34 dossiers d'expulsions de prêcheurs de haine qui, pour une grande partie d'entre eux, ont été mis en œuvre», et deux mosquées ont été fermées, a-t-il souligné. De même, cinq déchéances de la nationalité ont été prononcées et confirmées par le Conseil d'État, et «près de 80» interdictions d'entrer sur le territoire d'étrangers issus du «théâtre des opérations terroristes en Irak et en Syrie» ont été prononcées. Vendredi soir à Nice, la dirigeante d'extrême droite avait accusé le gouvernement de n'avoir, depuis le 13 novembre, fermé qu'une mosquée salafite, expulsé «zéro» imam prêchant la haine et de n'avoir lancé aucune procédure de déchéance de nationalité. «Combien d'étrangers fichés S ont été reconduits à la frontière? Zéro. Combien d'associations douteuses ont été dissoutes? Aucune», avait encore accusé M^{me} Le Pen. «La réponse est toujours la même, rien n'a été fait hier, rien ne se fait aujourd'hui, ou si peu», avait martelé l'eurodéputée. Mais il semblerait que des deux discours, ce soit bien celui de Marine Le Pen qui remporte le plus d'adhésion de la part des électeurs français. Reste à savoir si toutefois les Français prendront la peine de se déplacer pour aller voter les 6 et 13 décembre ou si les chiffres de l'abstentionnisme seront encore, une nouvelle fois, les plus élevés. F. M.

Turquie

Un célèbre avocat kurde tué par balle dans le sud-est

Le bâtonnier de l'ordre des Avocats de Diyarbakir Tahir Elçi, figure renommée de la cause kurde, a été tué par balle hier lors d'un échange de coups de feu aux circonstances encore confuses dans la grande ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

Un policier a été tué et dix autres personnes blessées, dont un journaliste et au moins deux autres membres des forces de l'ordre, lors de cette fusillade, a-t-on appris de sources hospitalières et sécuritaires locales.

Selon les premiers témoignages, Tahir Elçi, 49 ans, venait de terminer une conférence de presse devant une mosquée dans le district de Sur, théâtre régulier d'affrontements entre la police et des jeunes combattants proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lorsque des coups de feu ont retenti.

«Lors d'une déclaration à la presse de l'ordre des avocats de Diyarbakir, nos forces de sécurité ont été attaquées. Un policier a été tué et deux autres blessés. Pendant la fusillade qui a suivi, le bâtonnier de l'ordre des avocats

de Diyarbakir Tahir Elçi a perdu la vie», a indiqué le bureau du gouverneur dans une déclaration. Selon des témoins, le bâtonnier de Diyarbakir a été touché en plein visage lors de ces échanges, sans qu'il soit encore possible de déterminer avec certitude s'il a été spécifiquement visé par un des tireurs ou victime d'une balle perdue.

Un témoin cité par l'agence Dogan a affirmé qu'un homme barbu avait délibérément ouvert le feu sur Tahir Elçi. Mais ce témoignage n'a pas été confirmé.

Les autorités locales ont placé le district de Sur sous couvre-feu.

Lors d'un discours prononcé à Burhaniye (ouest), le président islam-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan s'est déclaré «attristé par la mort d'Elçi».

«Cet incident a démontré combien notre détermination à combattre le terrorisme est justifiée», a ajouté l'homme fort du pays. «Nous continuerons ce combat jusqu'à son terme. Nous ne nous arrêterons pas, nous ne reculerons pas», a-t-il ajouté.

L'agence de presse gouvernementale Anatolie a attribué l'attaque de Diyarbakir aux rebelles kurdes.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, de violents combats ont repris l'été dernier entre les forces de sécurité turques et le PKK. Ils ont fait voler en éclat les pourparlers de paix engagés fin 2012 par le gouvernement avec les rebelles pour mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984.

Ces affrontements ont contraint les autorités turques à imposer des couvre-feu dans de nombreuses villes du sud-est du pays, où la police et l'armée livrent de violents combats à des jeunes combattants proches du PKK qui élèvent des barricades.

Ces combats ont fait des dizaines de victimes civiles. Défenseur renommé de la cause kurde, Tahir Elçi faisait l'objet de poursuites pour avoir affirmé à la télévision la mi-octobre que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la rébellion kurde depuis 1984 en Turquie, «n'est pas une organisation terroriste».



Une ouverture en fanfare

De la fusion à volonté au Dimajazz

■ La treizième édition du festival international de jazz, Dimajazz, a été ouverte vendredi soir à la salle Ahmed-Bey avec de la fusion à volonté, jazz, gnawa et chants aïssaoua se mêlant et s'entrecroisant dans un brassage musical exquis.

Par Adéla S.

Dès les premières notes du groupe du batteur algérien Karim Ziad, accompagné de la troupe aïssaoua Ahmed Benkhellaf, les rythmes endiablés ont embrasé la scène, au grand bonheur d'une assistance qui ne pouvait tenir en place.

Batterie et guitare basse se sont associées avec bendir et flûte dans une ambiance qui a alterné avec bonheur les «Ibtihalate» et les envolées rythmées soutenues tantôt par les bendirs, tantôt par la batterie. Les deux groupes qui battaient la mesure à tour de rôle, et parfois en même temps, ont rivalisé pour donner plus d'âme et de vibration à leur prestation devant un public qui n'a pas beaucoup à entrer en transe. En première partie de soirée, Karim Ziad and friends, le guitariste N'guyen Le, le claviériste Bojan Z, le saxophoniste Julien Loureau et le bassiste Michel Alibot ont régalié la salle avec des morceaux que le groupe a dédié au regretté Aziz Djemame, disparu il y a déjà 10 ans, membre fondateur de l'association Limma qui a donné naissance au Dimajazz.

«Insruf», «Zigzag», «Stage» et autres morceaux d'un répertoire que le public semble connaître et apprécier ont été interprétés avec talent, maîtrise et un «feeling» inouï.

La bande de Karim Ziad, glissant d'un rythme à un autre, du jazz au gnawi, croisant les sonorités d'Orient et d'Occident, a été accueillie par des tonnerres d'applaudissements à chaque début de morceau, ce qui contribua à chauffer encore plus l'ambiance.



Ph. DR

L'entrée en scène tardive du Marocain Hacène Bessou a rappelé à tout le monde qu'il n'était pas encore l'heure d'aller dormir. Accompagné de son gueumr et de batterie de Karim, il a en effet administré une sacrée dose d'énergie. Et c'est peu dire au vu des déhanchements observés dans la salle.

Au cours d'une conférence de presse organisée après le spectacle, Karim a souligné que «l'idée géniale» d'introduire le chant aïssaoua était venue du commissaire du festival, Zouhir Bouzid.

Dédiée à la Palestine dont une délégation a assisté à la soirée d'ouverture, la treizième édition du festival international Dimajazz se poursuivra jusqu'au 3 décembre avec un menu très prometteur qui propose, entre autres, Alpha Blondy, interprète de l'inou-

bliable (et indémodable) «Sweet Fanta Diallo», China Moses (fille de Dee Dee Bridgewater), le Billy Cobham quintet, le Palestinien Tamer Abu Ghazaleh, le groupe colombien Cumbia Ya et l'ensemble britannique Incognito.

Le festival Dimajazz, placé cette année sous le signe de l'événement «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», dédié à Aziz Djemame, a pour théâtre la grande salle de spectacles Ahmed-Bey, ce qui donne à la manifestation, selon un avis unanime, une autre dimension. Un palier supérieur atteint grâce aussi à la pugnacité d'un groupe de passionnés qui dut parfois lutter de toutes ses forces pour maintenir à flots un festival que beaucoup considèrent aujourd'hui comme l'un des plus aboutis dans l'antique Cirta. **A. S./APS**

Soirées de la poésie de Cirta

Virée captivante dans la subtilité des mots

Les soirées de la poésie de Cirta, dédiées cette semaine à la Jordanie, à la Syrie et au Liban, organisées au théâtre régional de Constantine (TRC) offrent à l'assistance une virée captivante dans la subtilité du poème arabe.

Inscrites dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», ces soirées, ouvertes jeudi soir, sont marquées par d'agréables déclamations évoquant la vie, la mort et les choses de la vie.

Le poète syrien Abdelkader Al Hisni, une des «grosses pointures» de la poésie syrienne contemporaine, a déclamé «Moukadeamtou Al samt». Maniant le verbe avec art et manière, le poète a célé-

bré la renaissance de la vie, l'espoir d'un lendemain meilleur, dans des vers profonds et pleins d'amour, mais aussi de désespoir, renvoyant à une société en pleine mutation.

Prenant le relais, sa concitoyenne Bahidja Masri Idebli a puisé de son recueil «koumouz» une poésie intitulée «Houloul», par laquelle elle décrit les relations souvent complexes entre les hommes, les contradictions qui les caractérisent ses relations et les conflits intérieurs qu'elles engendrent.

La tribune des soirées de la poésie de Cirta a également accueilli la poétesse jordanienne Maha Brahim Atoum qui, à travers son texte «Hiwayatou Al hayet» a

chanté une ode à la vie, un hymne à l'amour, cristallisant un langage poétique des plus captivants.

Ses concitoyens Mohamed Khoudir et Violette Abou Al Djild ont régalié le public avec «Al Moussafir» et «Li Aktoub», avant que la tribune ne soit cédée au Libanais Naim Talhouk qui émerveillera le public avec son poème «Akthar, akal» consacré à la femme, à la vie, à l'amour et à la patrie. Organisées par le département Livre et Littérature de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», les soirées de la poésie de Cirta proposeront prochainement une tribune dédiée à la poésie dans les pays du Golfe. **Racim C.**

Jeunesse : «Paloma et le vaste monde», de Véronique Ovaldé et Jeanne Detallante

Jeune fille à «l'imagination encombrante», Paloma, le personnage principal de cet album, vit avec sa mère et ses deux sœurs.

Son père, pilote d'avion, a disparu lors d'une tempête au-dessus du triangle des Bermudes et, «depuis, plus personne ne bouge [ait] du petit appartement de la rue du Capitole». Mais, dans les yeux de Paloma, il y a quelque chose de différent. Quelque chose qui crie, qui hurle, qui veut franchir les sept collines qui entourent la petite ville de Cameron : le désir de

l'aventure, du «vaste monde» qu'elle devine en regardant sa collection de boules de neige, celles que son père rapportait à sa mère.

Pépité 2015 de l'album au Salon du livre jeunesse de Seine-Saint-Denis (du 2 au 7 décembre), «Paloma et le vaste monde» rappelle aux parents comme aux enfants qu'il ne faut pas avoir peur. Ni de partir ni de sortir. Publié il y a quelques semaines, ce beau livre de Véronique Ovaldé et Jeanne Detallante nous redit en effet l'essentiel – d'une manière entrecroisée devenue tristement opportune. Non, derrière les collines, il n'y a pas «rien du tout». Il y a le grand cirque itinérant du monde.

Roman : «Cordelia la Guerre», de Marie Cosnay

Marie Cosnay, précipitant les personnages du Roi Lear dans notre quotidien décousu au rythme d'un polar déjanté, nous embarque au présent de la narration, à deux pas du Carrefour Market de la rue Alsace-Lorraine, dans «la ville basse ?» qui ressemble à la nôtre, à entendre un jeune type hurler dans son téléphone «que là il va péter les plombs si tu lui trouves pas un boulot, qu'il prend le Tercian comme tu lui as dit et que toujours rien ?». Quel rapport entre Shakespeare et Pôle emploi?? Entre la clique du roi Lear reconverti dans la finance et l'enquête sur

une série de meurtres en Cadillac que mène un commissaire qui manque d'air, accroché à sa Ventoline?? Le rapport est l'enjeu du livre, évidemment : le rapport au tragique que notre quotidien éthéré prétend gommer, ou comment retrouver le lien entre la poésie qui hante le monde, les intérêts qui le commandent et la misère qui le submerge.

Publié par une nouvelle et excellente maison d'édition au nom prédestiné, L'Ogre, «Cordelia la Guerre» est de ces livres qu'on lira et relira loin au-delà des dates de péremption de la rentrée littéraire. Ils ne sont pas si nombreux.

B. Leclair

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 décembre : Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nourredine Chegrane, Farid Benyââ, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. les bénéfices seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2016 : 8e Salon d'automne des arts plastiques.

Palais Ahmed-Bey de Constantine

Jusqu'au 6 décembre : Exposition de manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas, intitulée «l'art du livre islamique».

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, Rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 10 décembre : exposition «Clin d'œil» en hommage à l'artiste Lazhar Hakkar (1945-2013).

Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

Du 28 au 30 novembre : Journées internationales du film de femmes.

Salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre)

Tous les jours : Film d'espionnage 007 Spectre de Sam Mendes (2015, Royaume-Uni /USA), avec Daniel Craig, Christophe Waltz, Léa Seydoux et Monica Bellucci. Séances: 14h, 17h et 20h. Prix des tickets : 500 DA.

Galerie d'arts Sirius (Télemly, Alger)

Chaque jour : Exposition «Purification» de Karim Sergoua.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Chenoua, Tipasa)

Jusqu'au 30 novembre : Exposition-photos «Machahid min bladi» des photographes Yacine Hamoudi de Béjaïa et Amraoui Mourad d'Oum-El-Bouagui

Galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2016 : 8e Salon d'automne des arts plastiques.

La sélection du «Monde des livres»

Coup-franc direct

On attend toujours la vache à lait...

Les présidents de clubs des Liges I et II sont aux anges. Et pour cause, le patron de la FAF leur a promis des entreprises étatiques pour prendre en charge financièrement leurs équipes qui, normalement, devraient se débrouiller toutes seules vu que se sont des SSPA. Ces présidents de clubs attendent toujours la vache laitière et ne peuvent pas compter sur leurs propres ressources ou celles de leurs actionnaires pour les gérer, ce qui aurait été plus logique. Quand ces dirigeants du football comprendront que les sociétés nationales ne peuvent pas éternellement les prendre en charge, sachant que ces formations sont devenues des tubes digestifs et ne veulent pas se prendre en charge en créant des activités qui pourraient leur rapporter de quoi s'auto-financer ? Qu'attendent ces clubs pour devenir des entités commerciales comme le sont les véritables clubs professionnels ailleurs et qui se prennent en charge en vendant leurs maillots et fanions à leurs supporters et en créant d'autres activités qui pourraient leur apporter de l'argent ? Il est anormal que ces formations exigent d'être gérées par l'argent du contribuable qui devrait plutôt aller vers l'encouragement du sport amateur et toutes les autres disciplines oubliées. Ils devraient le comprendre une fois pour toutes. **M. M.**

Ligue 2 Mobilis (13^e journée)

Le CA Batna prend provisoirement le leadership



JSM Béjaïa qui, de son côté, accueille samedi, USM Bel-Abbès au stade de l'Unité Maghrébine, avec la possibilité pour ce dernier de reprendre son fauteuil de leader en cas de victoire. L'autre bonne affaire de cette 13^e journée a été réalisée par l'Olympique de

LE CA Batna s'est emparé provisoirement de la tête du classement de la Ligue 2 Mobilis de football suite à sa victoire (2-1) chez l'ASO Chlef, vendredi, en ouverture de la 13^e journée, amputée du déplacement de l'ex-leader USM Bel-Abbès chez la JSM Béjaïa (3^e), prévu samedi. Les Batnéens avaient pris l'avantage par Daïf (61'), avant de concéder l'égalisation sur penalty à la 75' par Tatem, mais leur abnégation leur a permis de reprendre l'avantage au score par Djabali (84'), empêchant au passage les trois précieux points qui les propulsaient provisoirement en tête du classement avec 25 points. De leur côté, les Chélifiens concèdent leur 2^e défaite consécutive, après le revers (2-1) essuyé au cours de la précédente journée chez la

Médéa, qui s'est hissée à la 3^e place du podium grâce à sa victoire (2-1) contre le Paradou AC qui, de son côté, voit sa série de bons résultats prendre fin. Dans le milieu de tableau, l'AS Khroub et le MC Saïda n'ont pas profité de l'avantage du terrain pour gagner, se contentant l'un comme l'autre club d'un nul (1-1) respectivement contre l'US Chaouïa et la JSM Skikda, au moment où l'OM Arzew a peiné contre l'Amel Boussaâda, l'emportant difficilement (3-2). La lanterne rouge, CRB Aïn Fekroun, a bien résisté à Bordj Bou-Arréridj avant de s'effondrer à la 72^e minute, sur un but de Bouguelmouna, au moment où l'avant-dernier, USMM Hadjout, s'est contentée d'un nul à domicile (0-0) contre le MC El Eulma.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT :

ASK-USC	1-1
MCS-JSMS	1-1
CABBA-CRBAF	1-0
OM-PAC	2-1
OMA-ABS	3-2
USMMH-MCEE	0-0
ASO-CAB	1-2

	Pts	J
1). CA Batna	25	13
2). USM Bel-Abbès	23	12
3). O. Médéa	21	13
4). ASO Chlef	19	13
-). JSM Béjaïa	19	12
6). MC El Eulma	18	13
-). JSM Skikda	18	13
-). CABB Arréridj	18	13
9). Paradou AC	17	13
10). A Boussaâda	16	13
-). AS Khroub	16	13
-). OM Arzew	16	13
13). US Chaouïa	15	13
14). MC Saïda	14	13
15). CRB Aïn Fekroun	10	13
-). USMM Hadjout	10	13

CAN U23/Algérie-Egypte cet après-midi Les Verts à l'assaut des Pharaons

■ L'Equipe nationale olympique débute cet après-midi la CAN des U23 avec un match au sommet qui l'oppose à son homologue égyptienne dans ce qui peut être considéré comme le choc de ce groupe.

Par Mahfoud M.

À noter que les Verts figurent dans un groupe très difficile avec pour adversaires, outre l'Egypte, les équipes du Mali et du Nigeria. Beaucoup affirment, d'ailleurs, qu'il s'agit du groupe le plus relevé ou le groupe de la mort. Pour revenir à cette empoignade face aux Egyptiens, les poulains du Suisse Shürman sont décidés à débiter fort avec un premier succès qui pourrait leur permettre de bien gérer la suite de la compétition dans l'espoir de passer au prochain tour et ensuite décrocher une place qualificative aux JO de Rio qui reste le principal objectif des Verts, qui doivent atteindre le dernier carré au moins et prendre une place parmi les trois premiers. Il est clair que la mission ne sera pas facile face aux protégés de l'ancien coach du Ahly du Caire, Houssam El Badry, qui sont considérés comme les favoris de ce groupe en compagnie des Algériens et des Nigériens. Derfalou and co souhaitent



Les coéquipiers de Derfalou en appel.

débiter en force ce tournoi et cela passe, inéluctablement, par un succès face aux Pharaons même si tout le monde sait que cela ne sera pas une sinécure avec le calibre de l'adversaire qui jouera les premiers rôles lors de cette CAN. Il faut savoir également que ce match aura une charge émotionnelle, connaissant la rivalité entre les deux nations, surtout avec tout ce qui s'est passé lors du match qualifi-

catif au Mondial 2010 d'Afrique du Sud, à Oum Dourmane, au Soudan. Les deux équipes souhaitent donner une belle image des deux nations et faire oublier le passé, mais la rivalité sera toujours au rendez-vous et les Algériens feront tout leur possible pour l'emporter et prendre une option pour la qualification au deuxième tour.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (13^e journée)/Matches avancés

Le MOB et l'ESS réussissent l'essentiel

Les deux matchs avancés de la 13^e journée de la Ligue 1 Mobilis sont revenus aux équipes locales qui ont pris le dessus sur leurs hôtes. Ainsi, la formation de l'Entente de Sétif n'a pas trouvé beaucoup de peine à l'emporter sur le score d'un but à zéro face à la lanterne rouge du championnat, le RC Arbaâ, même si en regardant le score en s'apercevant que cela a été serré pour les gars des Hauts-Plateaux. Un but de Benyettou à la 14' a suffi pour les Sétifiens à prendre les trois points du succès qui leur permettent de se reprendre après la défaite de la précédente journée face au NAHD. Cependant, la manière n'y était pas vraiment

pour les poulains de Geiger qui n'ont pas été dominateurs à outrance comme c'était le cas auparavant. Il faut savoir que les Sétifiens sont encore dans une zone de turbulence due à la crise qui a secoué le club et qui avait conduit au départ de l'ancien coach, Kheïreddine Madoui, qui a préféré opter pour la formation saoudienne d'El Wihda. Quant aux gars de Larbaâ, c'est carrément le naufrage, et il sera très difficile pour cette équipe qui totalise huit points seulement de revenir dans la course au maintien avec l'état d'esprit de ses joueurs. Dans le match au sommet qui a mis aux prises le MO Béjaïa au dauphin de l'USMA, à savoir le DRB Tadjenant, le der-

nier mot est revenu aux gars des Hammadites qui l'ont emporté sur le score de (2/1). Un but de Salhi (42') et un autre de Hamzaoui (85' sp) ont permis aux Bougiotes de l'emporter, même s'ils ont eu quelques frayeurs après le but égalisateur de Haddad (74') pour le DRBT. Les gars de Tadjenant estiment, d'ailleurs, qu'ils ont été lésés et que le penalty du MOB était litigieux, voire pas valable du tout. Les poulains de Amrani, eux, se félicitent de ce succès qui leur permet de prendre la quatrième place avec 20 points, soit à six points seulement du leader, l'USMA.

M.M.

Equipe nationale de football

Gourcuff : «J'ai un contrat d'objectifs jusqu'à la Coupe du monde 2018»

Le sélectionneur de l'équipe d'Algérie de football, Christian Gourcuff, a assuré vendredi, à Alger, qu'il poursuivra sa mission à la tête de la barre technique des Verts car il a «un contrat d'objectifs jusqu'à la Coupe du monde 2018». Ma mission aurait pris fin si nous n'étions pas passés en éliminatoires face à la Tanzanie, et ce n'est pas le cas. J'ai passé une période éreintante mais il faut savoir faire la part des choses», a précisé le technicien français dans une interview à la Radio nationale. L'Algérie s'est

qualifiée pour la phase de poule des éliminatoires du Mondial-2018 après un match aller à rebondissements à Dar es Salaam face à la Tanzanie (2-2) puis une démonstration de force au retour au stade Tchaker de Blida (7-0). Après le match retour, Gourcuff a déclaré qu'il allait se réunir avec le patron de la Faf, Mohamed Raouraoua, pour décider de son avenir. «Une élimination contre la Tanzanie aurait mis fin au contrat. Les choses se sont bien déroulées. Il y avait donc nécessité de faire le point avec le président de la Faf pour un bilan et préparer le futur. C'est une rencontre que j'avais prévue. J'ai

senti qu'il y avait l'envie des responsables et des joueurs de poursuivre avec moi, ce qui me motive», a enchaîné Gourcuff. Le coach des Verts est revenu sur la réaction du public du stade du 5-Juillet lors des deux rencontres amicales face à la Guinée (défaite 2-1) et au Sénégal (victoire 1-0). «La réaction de la majorité de la presse et celle du public n'ont pas été en adéquation avec les circonstances dans lesquelles se sont déroulés ces matchs tests. L'équipe était très amoindrie. Battre, malgré ces difficultés, le Sénégal était un exploit pour moi», estime le sélectionneur algérien.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

À CAUSE DE LA POLITIQUE

Patrick Bruel a raté sa carrière américaine



HIER la radio RFM a publié un court extrait de son entretien avec Patrick Bruel. Le chanteur explique qu'il n'a pas réussi à percer aux États-Unis à cause de la politique. A l'occasion de la sortie de son nouvel album, «*Très souvent je pense à vous*», en hommage à Barbara, Patrick Bruel a accordé une interview à Karine Ferri pour RFM Radio. Dans un court extrait dévoilé par

la station, Patrick Bruel est revenu sur sa carrière. A l'instar de bon nombre d'artistes français, le chanteur aurait très certainement pu embrasser une carrière aux États-Unis. Face à Karine Ferri, Patrick Bruel explique qu'il était en bonne voie de se faire un nom outre-Atlantique... avant de laisser tomber pour des raisons politiques. «*Au moment où quelque chose se dessinait pour moi vers 2002, de très précis, non seulement mon premier enfant allait arriver et en plus Villepin a trouvé la bonne idée de se fâcher avec Bush et tous les Américains ! Résultat, on avait un drapeau français qui était en bas, les camemberts qui étaient rayés des cartes et le vin aussi !*» explique celui qui s'est par ailleurs produit au Royal Albert Hall à Londres en 2014. **R. I.**

Égyptologie

La piste de la chambre secrète dans la tombe de Toutankhamon se précise

DE NOUVELLES analyses au radar menées dans la tombe du pharaon Toutankhamon à Louxor suggèrent l'existence d'une chambre secrète, a annoncé hier le ministre égyptien des Antiquités Mamdouh al-Damati. De nouvelles analyses au radar menées dans la tombe du pharaon Toutankhamon à Louxor, dans le sud de l'Égypte, confortent la thèse d'une chambre secrète, où pourrait être enterrée la célèbre reine Néfertiti selon un archéologue britannique.

A ce jour, les égyptologues n'ont jamais découvert la momie de cette reine à la beauté légendaire, qui exerça un rôle politique et religieux fondamental au

XIV^e siècle avant Jésus-Christ. «*Il y a 90% de chances*» qu'il y ait «*une autre chambre, une autre tombe derrière la chambre funéraire de Toutankhamon*», a affirmé samedi le ministre égyptien des Antiquités Mamdouh al-Damati lors d'une conférence de presse à Louxor, une ville proche de la Vallée des Rois où se trouve le tombeau de Toutankhamon, vieux de 3 300 ans. Le ministre, qui s'exprimait à l'issue de deux jours d'analyses, a cependant souligné qu'il s'agissait de résultats «*préliminaires*», précisant que l'expert japonais Hiroaki Watanabe avec lequel ont été menés les examens avait besoin d'un mois pour les confirmer. **S. A.**

Accidents de la circulation

Cinq décès et 35 blessés dans des accidents en 48 heures

CINQ personnes sont mortes et 35 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures, à travers le territoire national, indique un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Médéa avec 2 personnes décédées et 9 autres blessées, suite au renversement d'un camion sur la RN 60 au lieu-dit Ezzaouia, commune de Ouled Hella, daïra de Ouled Antar, relève la Protection civile. Par ailleurs, et durant la même période, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Aïn Defla sont intervenus pour l'évacuation vers l'hôpital local d'une femme décédée par asphyxie par le monoxyde de carbone, émanant du chauffage. Les éléments de la Protection civile sont également

intervenus pour l'évacuation de 14 personnes incommodées par CO dans les wilayas de Aïn Defla (1), à Béjaïa (5), Médéa et Bordj Bou Arreridj (4 personnes chacune), ajoute la même source. **K. L.**

Mali

Trois morts dans une attaque à la roquette contre un camp de l'ONU à Kidal

LE CAMP de la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) à Kidal dans le nord du Mali a été la cible samedi d'une attaque aux tirs de mortiers qui a fait trois morts et des blessés, ont annoncé des sources onusienne et locale. «*Notre camp à Kidal a été attaqué tôt ce matin par des terroristes. Ils ont utilisé des roquettes*» qui ont tué «*deux casques bleus de nationalité guinéenne*» et un «*civil contractuel*», a déclaré le chargé de communication de la Minusma, Olivier Salgado, cité par les médias locaux. Une source locale a confirmé cette information, et une autre source onusienne a fait état de quatorze blessés lors de cette attaque. L'attaque a été condamnée par le chef de la Minusma, Mongi Hamdi. **S.O.**

L'ALGERIEN VOIT SON AVENIR TRÈS SOMBRE



Djalou@hotmail.com

Criminalité

Cinq contrebandiers arrêtés dans le Sud du pays

■ Cinq contrebandiers ont été arrêtés et près de 20 tonnes de denrées alimentaires ont été saisies vendredi à In Guezzam, par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

Par Amel F.

«**D**ans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar et les éléments des

gardes-frontières d'In Guezzam /6^e Région militaire ont arrêté, le 27 novembre 2015, cinq contrebandiers et ont saisi un camion, un véhicule tout-terrain et (19,95) tonnes de denrées alimentaires et des téléphones portables», précise le MDN. Au niveau de la 4^e Région militaire, un détache-

ment relevant du secteur opérationnel de Laghouat a intercepté «*un contrebandier et a saisi 31 200 unités de pétards*», et à Biskra «*trois immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés*», ajoute la même source.

A. F.

Michel Onfray renonce à publier son essai critique sur l'Islam

«Aucun débat serein n'est plus possible en France»

Le philosophe athée Michel Onfray a renoncé de publier en France son essai critique sur l'Islam, justifiant qu'aucun débat «*serein en France n'est plus possible*», a indiqué vendredi soir à Paris son éditeur Grasset. Michel

Onfray, convaincu qu'aucun débat serein n'est plus possible en France au sujet de l'Islam dans le contexte actuel, renonce à publier «*Penser l'Islam*» comme prévu au mois de janvier 2016, a expliqué son éditeur qui a ajouté que son livre paraîtra à l'étranger, «*mais l'auteur a pris la décision de surseoir sans date à sa publication en France*». Le livre, sous forme d'entretiens entre le philosophe et la journaliste de l'APS Asma Kouar, spécialiste dans la comparaison des religions, devait être publié le 27 janvier. A signaler que l'auteur passe pour certains comme un islamophobe, alors que pour d'autres il fait de l'apologie à la violence. Depuis les attentats du 13 novembre dernier, Michel Onfray a dénoncé la politique islamophobe de Paris, en tweetant sur son compte, au lende-

main des massacres, Droite et gauche qui ont internationalement semé la guerre contre l'Islam politique récoltent nationalement la guerre de l'Islam politique. Selon Grasset, Michel Onfray a lu le Coran de très près, de telle sorte qu'il ne craint pas d'y percevoir – comme dans les autres monothéismes – de fréquentes apologies de la violence et de la guerre. Par ailleurs, le philosophe a annoncé vendredi au «*Point*» qu'«*il s'imposait une diète médiatique pour ne pas entretenir l'hystérie*» que suscitent ses prises de position. Dans la foulée, il a fermé son compte Twitter. «*J'en ai assez que mes tweets soient plus importants que mes livres. Je veux retourner dans mon bureau. Commenter les commentaires, ça ne m'intéresse pas*», a-t-il expliqué. **R. N.**